

Document

Aux sources de l'escroquerie de la Réserve Fédérale – Le machiavélisme des hécatonchires de la finance internationale

(<http://www.nouvelordremondial.cc>)

23.04.2008

« *Que peuvent les lois, là où seul l'argent est roi ?* » **Pétrone**

« Si la population comprenait le système bancaire, je crois qu'il y aurait une révolution avant demain matin. » **L'industriel Henry Ford**

On parle ici et là de « *finance de marché* », d' « *ingénierie financière de Wall Street* » de « *non-coïncidence de l'intérêt des parties* », de « *dysfonctionnements structurels de la finance dérégulée* » du « *rôle des monnaies* », comme si les opérations financières étaient mues par un petit moteur intérieur, se déroulaient dans la stratosphère et n'étaient pas connectés à la politique des Etats.

J'ai voulu montrer que derrière le théâtre d'ombres du vocabulaire abscons de spécialistes, des mains bien réelles s'activent dans les coulisses, les mains avides des hécatonchires de la finance internationale. Derrière les chiffres, les graphiques et les abstractions, une poignée d'hommes en chair en os agissent. Leurs cerveaux échafaudent les plans par lesquels ils défendent avec ténacité, et de génération en génération, des intérêts privés au détriment des intérêts des nations.

La crise financière actuelle n'est incompréhensible que pour ceux qui ne veulent pas savoir. **C'est pourquoi j'ai essayé de remonter à sa source et de montrer que si le meccano s'est dérégulé une fois de plus, c'est qu'il est programmé de telle sorte que des crises périodiques sont inscrites dans le patrimoine génétique de son code de fonctionnement parce que ces crises sont hautement profitables à ses concepteurs.**

Il se peut que l'exceptionnelle habileté des spéculateurs de la « *finance déstructurée* » à jouer à saute-mouton par-dessus les crises qu'ils ont régulièrement provoquées depuis plus d'un siècle, les ait à ce point enhardis que leur voracité a, cette fois, détraqué la machinerie monétaire dont ils avaient si ingénieusement ajusté les rouages. Peut-être apprendrons-nous dans un très proche avenir qu'une nouvelle « *conspiration des hécatonchires* » est en gestation en quelque île des Caraïbes ou du Pacifique afin, diront-ils, d'œuvrer pour le salut de l'humanité et de « *sauver* » le système monétaire.

Chapitres

- 1 – La conspiration de l'Ile Jekyll
- 2 – La liste des conspirateurs
- 3 – La préhistoire du système monétaire : de la déclaration d'indépendance à la crise de 1907
- 4 – John Fitzgerald Kennedy et la nouvelle tentative de réforme monétaire
- 5 – Les crises monétaires successives aux USA: 1869 – 1873 – 1893 – 1901 – 1907

- 6 – Les préparatifs du coup d'Etat constitutionnel
- 7 – Histoire de l'Histoire de la révélation au public du système de la Réserve Fédérale
- 8 – Ezra Pound et son combat contre l'usurocratie
- 9 – Le mécanisme de l'escroquerie de la Réserve Fédérale

1 – La conspiration de l'île Jekyll

Le 22 novembre de l'année 1910, le luxueux wagon privé du richissime sénateur Nelson Aldrich a été accroché au train qui reliait New-York au sud des Etats-Unis et quelques personnes s'embarquent en direction de la Georgie .

Le voyage durera deux jours et deux nuits et les occupants de ce wagon affecteront, avec une ostentation puérile, de ne pas se connaître bien que leur long périple ait le même but : la chasse au canard sur une petite île située à quelques encablures des côtes de Georgie , l'île de Jekyll .

Notre groupe voyage sous des noms d'emprunts. Les participants avaient fait preuve de ruses de Sioux afin de ne pas se croiser avant l'ébranlement du convoi et s'étaient interdit de se nommer en s'adressant la parole – ou de n'utiliser que leurs prénoms – durant le temps que dura le voyage, tellement leur méfiance était grande et s'étendait au personnel de service . Un incognito total devait être préservé. L'un d'entre eux, qui n'avait jamais chassé de sa vie, portait même un grand fusil sur l'épaule afin de compléter le réalisme naïf du tableau.

Ces personnages, qui se comportaient de manière aussi étrange, **représentaient pourtant à eux seuls le quart de la richesse planétaire de l'époque.**

La description de l'embarquement et du voyage figure dans les ouvrages des auteurs qui rapportent cette scène, notamment dans celui, très détaillé, d'**Eustace Mullins, *Secrets of the Federal Reserve, The London Connection***, dont je parlerai plus loin (2). Comme les voyageurs occupaient un wagon privé – donc soustrait par définition aux regards du public – les précautions des participants semblent pour le moins excessives , à moins que tel Monsieur Le Trouadec saisi par la débauche , nos sévères banquiers se soient livrés à un moment de détente ludique, avant de se concentrer sur le beau coup financier qu'ils étaient sur le point de monter.

2 – La liste des conspirateurs

Etaient présents:

- Le propriétaire du wagon qui roulait, tous rideaux baissés, vers son destin et vers le nôtre, le **Sénateur Nelson Aldrich** accompagné de son secrétaire privé, Shelton. **Président de la *National Monetary Commission (Commission Monétaire Nationale)*** créée en 1908 et entérinée par le Président Théodore Roosevelt à la suite de la panique monétaire de 1907 qui succédait à plusieurs autres catastrophes boursières, il était l'aiguillon et l'organisateur de la réunion.

Le Sénateur entretenait des relations commerciales étroites avec l'influent homme d'affaires et banquier, **John Pierpont Morgan**, beau-père de John D. Rockefeller et grand-père de Nelson

Rockefeller, un ancien vice-président des États-Unis. Celui-ci n'était pas physiquement présent, mais triplement représenté, il marqua la réunion de son empreinte. Au Congrès, le Sénateur Aldrich passait pour être le porte-parole du banquier J.P.Morgan, lequel représentait également les intérêts des **Rothschild d'Angleterre**.

Les représentants directs de John Pierpont Morgan étaient:

- **Henry Davison**, associé principal de la John Pierpont Morgan Company et considéré comme son émissaire personnel.

- **Charles Norton**, président de la First National Bank de New York, dominée par J.P. Morgan Company.

- **Benjamin Strong**, le directeur général de la J. P. Morgan's Bankers Trust Company, et connu pour être également un lieutenant de J.P. Morgan. Il devint d'ailleurs le P.D.G. de la banque, trois ans plus tard, à la suite à l'adoption de la Loi sur **la Réserve fédérale**. Ces deux banquiers représentaient, eux aussi, les intérêts des Rothschild.

- Il semble qu'il y ait eu quelques autres « invités » dont les noms ne sont, pour l'instant, pas connus et peut-être ne le seront-ils jamais. Ainsi, lorsque **George F. Baker**, un des associés les plus proches de JP Morgan, mourut le 3 mai 1931, le New-York Times écrivit : « *Le club de l'Île Jekyll a perdu un de ses membres les plus distingués* ».

Était également présent, **Frank Vanderlip**, le président de la National Bank de New York, la plus grande et la plus puissante banque d'Amérique. Il représentait les intérêts financiers de **William Rockefeller** et de la société d'investissement internationale **Kuhn, Loeb and Company**.

Contrairement à ce qu'ils laissent entendre ceux qui affirment qu'il se serait agi d'un « complot des seuls banquiers », le gouvernement n'était pas étranger à cette réunion. Il était représenté par **A. Piatt Andrew**, **Secrétaire adjoint du Trésor** et **Aide Spécial de la National Monetary Commission**. Je reviendrai sur cette Commission que le Congrès avait officiellement chargée, en 1907, de préparer une réforme monétaire. D'ailleurs, les défenseurs du système de la FED se fondent sur son existence et sur la présence du représentant du gouvernement à l'Île Jekyll pour dénoncer comme « **complotistes** » les critiques de la réunion de l'île Jekyll en omettant sciemment de mentionner les conditions dans lesquelles fut conçue, votée puis annoncée la création de la Federal Reserve et que j'analyserai plus loin. **La présence de ce membre du Gouvernement prouve pour le moins la complicité de ce dernier avec les banquiers dans le « coup d'État constitutionnel » que banquiers et Gouvernement préparaient de conserve contre le Congrès.**

Mais le personnage le plus important parmi les participants était **Paul Warburg**. C'était l'un des hommes les plus riches du monde. Son expérience du fonctionnement des banques européennes, sa forte personnalité et ses compétences en firent le meneur, la tête pensante du groupe et le véritable initiateur de la création de la FED. Il révélera d'ailleurs des capacités de manœuvrier exceptionnelles en 1913, au moment du vote de la loi au Congrès. (3)

D'origine allemande, il se fit ensuite naturaliser citoyen américain. En plus d'être un partenaire de la **Coon, Loeb and Company** – il avait épousé en 1893 la fille du banquier Salomon Loeb, propriétaire de la banque Kuhn, Loeb & Co de New-York – il représentait sur place la dynastie bancaire des **Rothschild** d'Angleterre et de France. Associé avec son frère Felix, il entretenait

également des liens étroits avec son autre frère **Max Warburg**, le directeur en chef du **consortium bancaire Warburg d'Allemagne et des Pays-Bas**.

Cette fine brochette représentait donc les intérêts croisés des plus grands groupes bancaires mondiaux : **les Morgan, les Rothschild, les Warburg et les Rockefeller**. Les historiens du Nouveau Monde les appelleront **les Barons voleurs**.

Une fois arrivés dans la luxueuse propriété de J.P. Morgan sur l'îlot Jekyll, nos banquiers millionnaires s'installèrent autour d'une table **et neuf jours durant, dans le plus grand secret**, ils mirent au point et rédigèrent minutieusement le règlement de ce qui allait devenir **le Système de la Réserve Fédérale**.

3 – La préhistoire du système monétaire : de la déclaration d'indépendance en 1776 à la crise de 1907

L'action des « barons voleurs » et la décision de 1913 qui en sera le point d'orgue, n'est pas un acte isolé. C'est le dernier et le plus décisif des coups de boutoir des financiers dans la guerre féroce, tant en Europe qu'en Amérique, entre le pouvoir politique et le pouvoir **des banquiers, et notamment celui des Warburg et des Rothschild d'Angleterre**. Cette guerre durait depuis la Déclaration d'indépendance des colonies anglaises. Elle se termina par une victoire par KO de la finance internationale sur le pouvoir politique de l'Etat naissant et ouvrit la voie à une domination exponentielle des financiers sur le monde entier.

La bataille avait d'ailleurs commencé avant même la déclaration d'indépendance, en 1776, lorsque les banquiers de la City de Londres réussirent à faire voter par le gouvernement anglais une loi qui interdisait aux treize colonies d'Amérique de créer une monnaie locale, le **Colonial Script**, et de n'utiliser, pour leurs échanges, que la monnaie or et argent des banquiers. Comme cette monnaie était obtenue moyennant un intérêt, elle devenait automatiquement une dette des colonies.

Les monétaristes l'appellent **une monnaie-dette** et cette monnaie est un racket permanent des banques sur l'Etat soumis à ce régime.

Au moment de la déclaration d'indépendance du nouvel Etat, méfiants, les Pères fondateurs inscrivirent dans la Constitution américaine signée à Philadelphie en 1787, dans son article 1, section 8, § 5, que « c'est au Congrès qu'appartiendra le droit de frapper l'argent et d'en régler la valeur ».

Thomas Jefferson était si persuadé du rôle pervers des banquiers internationaux qu'il a pu écrire: « **Je considère que les institutions bancaires sont plus dangereuses qu'une armée. Si jamais le peuple américain autorise les banques privées à contrôler leur masse monétaire, les banques et les corporations qui se développeront autour d'elles vont dépouiller les gens de leurs biens jusqu'au jour où leurs enfants se réveilleront sans domicile sur le continent que leur Pères avaient conquis.** »

Et voilà comment Jefferson a prophétisé, il y a plus de deux siècles, la crise actuelle des « subprime », qui jette de plus en plus de citoyens américains à la rue.

Mais les banquiers ne s'avouèrent pas vaincus. Ils trouvèrent des soutiens auprès du nouveau gouvernement et notamment auprès du Secrétaire au Trésor, **Alexander Hamilton** et du Président **George Washington** lui-même. Ils obtinrent en 1791 le droit de créer une banque, **abusivement**

appelée Banque des Etats-Unis de manière à faire croire qu'il s'agissait d'une banque de l'Etat central alors que c'était une simple banque privé appartenant à ses actionnaires.

Cette banque **privée** obtint, pour **vingt ans**, le privilège d'émettre la monnaie-dette du nouvel Etat.

Lorsqu'au bout de vingt ans, le **Président Jackson** voulut mettre fin à ce droit exorbitant, sortir du cycle de la monnaie-dette et revenir au droit inscrit dans l'art. 1 de la Constitution , les banquiers anglais, menés par Nathan Rothschild, suscitérent en 1812 , sous divers prétextes commerciaux – taxe sur le thé – et maritimes – contrôle des navires – une guerre de l'Angleterre contre ses anciennes colonies et ils mirent en action toute leur puissance financière afin de ramener le nouvel Etat au rang de colonie . « *Vous êtes un repaire de voleurs, de vipères*, leur avait crié le Président Jackson. *J'ai l'intention de vous déloger, et par le Dieu Eternel, je le ferai!* »

Mais il échoua à les déloger et les banquiers eurent le dernier mot .

En **1816**, les **privilèges de la Banque des Etats-Unis étaient rétablis et les banquiers menés par la famille Rothschild avaient définitivement terrassé les hommes politiques** qui, comme Jefferson et plus tard, Lincoln, tentèrent de s'opposer à leur racket.

C'est donc à juste titre que James Madison (1751-1836) , le quatrième Président des Etats-Unis a pu écrire: « *L'histoire révèle que les banquiers utilisent toutes les formes d'abus, d'intrigues, de supercheries et tous les moyens violents possibles afin de maintenir leur contrôle sur les gouvernements par le contrôle de l'émission de la monnaie.* »

Car il s'agit bien d'un racket. La guerre que mena – et perdit – **Abraham Lincoln** contre les banquiers en est une nouvelle illustration éclatante.

Durant la guerre de Sécession (1861-1865), la banque Rothschild de Londres finança les Fédérés du Nord, pendant que la banque Rothschild de Paris finançait les Confédérés du Sud en application d'un scénario mis au point en Europe durant les guerres napoléoniennes. Les deux groupes , profitant de la situation, exigeaient des intérêts usuraires de 25 à 36%.

Le président Lincoln , qui avait percé à jour le jeu des Rothschild refusa de se soumettre au diktat des financiers européens et, en 1862 , il obtint le vote du **Legal Tender Act** par lequel le Congrès l'autorisait à revenir à l'art. 1 de la Constitution de 1787 et à faire imprimer une monnaie libérée du paiement d'un intérêt à des tiers – les **dollars « Green Back »** – ils étaient imprimés avec de l'encre verte. C'est ainsi qu'il a pu , sans augmenter la dette de l'Etat, payer les troupes de l'Union.

« *Le pouvoir des financiers tyrannise la nation en temps de paix – écrivait-il – et conspire contre elle dans les temps d'adversité. Il est plus despotique qu'une monarchie, plus insolent qu'une dictature , plus égoïste qu'une bureaucratie. Il dénonce, comme ennemis publics , tous ceux qui s'interrogent sur ses méthodes ou mettent ses crimes en lumière . J'ai deux grands ennemis : l'armée du sud en face et les banquiers en arrière. Et des deux, ce sont les banquiers qui sont mes pires ennemis.* »

Il aurait ajouté ces paroles prémonitoires : « *Je vois dans un proche avenir se préparer une crise qui me fait trembler pour la sécurité de mon pays. [...] Le pouvoir de l'argent essaiera de prolonger son règne jusqu'à ce que toute la richesse soit concentrée entre quelques mains.* » (Letter from Lincoln to Col. Wm. F. Elkins, Nov. 21, 1864).

Lincoln voyait clairement combien il était néfaste pour une nation souveraine que des puissances autres que l'Etat central aient le pouvoir de créer la monnaie. **Il a été tué à Washington le 14 avril 1965 par John Wilkes Booth** qui lui tira une balle dans la tête alors qu'il assistait à une représentation théâtrale dans la loge du Ford's Theater.

Les causes réelles de sa mort n'ont pas été élucidées, bien que la version officielle prétende toujours que son assassin vengeait la défaite des Sudistes . De nombreuses recherches, abondamment documentées, orientent la recherche de la vérité vers un complot beaucoup plus complexe et révèlent , notamment, que Booth reçut à ce moment-là des sommes d'argent très importantes de la part d'hommes d'affaires connus et qu'il bénéficia de nombreuses et efficaces complicités, tant pour accomplir son crime que pour quitter les lieux .

Toujours est-il que le successeur de Lincoln, **Andrew Johnson**, semble, lui, n'avoir eu aucun doute quant à la cause de la mort de son prédécesseur : il a immédiatement et sans donner d'explication, suspendu l'impression des greenbacks et les Etats-Unis sont revenus à la monnaie-dette des banquiers.

Le 12 avril 1866, le Congrès officialisait sa décision par le vote du **Contraction Act** qui stipulait que les billets greenbacks de Lincoln seraient progressivement retirés de la circulation monétaire.

Il est une autre personnalité qui, elle non plus, n'avait aucun doute sur les commanditaires de l'assassinat perpétré par Booth, c'est **Otto von Bismarck, Chancelier de Prusse depuis 1862**, qui écrivait : *« La mort de Lincoln fut un désastre pour la chrétienté. Il n'y avait pas dans tous les États-Unis d'homme qui méritât de seulement porter ses bottes. Je crains que les banquiers étrangers ne dominent entièrement l'abondante richesse de l'Amérique et ne l'utilisent systématiquement dans le but de corrompre la civilisation moderne. Il n'hésiteront pas à précipiter les Etats chrétiens dans les guerres et le chaos, afin de devenir les héritiers de la terre entière. »*

4 – John Fitzgerald Kennedy et la nouvelle tentative de réforme monétaire

Il est impossible de ne pas évoquer, à la suite de celle du Président Lincoln, la tentative du Président John Fitzgerald Kennedy de dépouiller la FED de sa puissance , tellement elle lui est parallèle. Elle eut lieu un siècle exactement après celle de Lincoln. Les coïncidences biographiques, politiques et même numérologiques qui rapprochent les destins de ces deux hommes politiques sont, il faut le reconnaître, tout à fait extraordinaires et ont fait saliver de nombreux Sherlock Holmes amateurs. Leurs morts violentes semblent les avoir liés pour l'éternité dans un parcours historique en miroir.

En effet, le 4 juin 1963 , le Président Kennedy signait **l'Executive Order n° 11110 (4) par lequel le gouvernement retrouvait un pouvoir inscrit dans la Constitution, celui de créer sa monnaie sans passer par la Réserve Federale**. Cette nouvelle monnaie, gagée sur les réserves d'or et d'argent du Trésor, rappelait les greenbacks et le coup de force du Président Lincoln.

Le Président Kennedy fit imprimer 4,3 milliards de billets de 1, 2, 5, 10, 20 et 100 dollars. En 1994 il restait l'équivalent de 284,125,895 dollars en circulation aux Etats-Unis , détenus, probablement par des collectionneurs (**source: The 1995 World Almanac**).

Les conséquences de l'Executive Order n° 11110 étaient énormes. En effet, d'un trait de plume John Fitzgerald Kennedy était en passe de mettre hors jeu tout le pouvoir que les banques privées de la FED s'étaient arrogé depuis 1816 et qu'elles détenaient officiellement depuis 1913. Car si, dans

un premier temps, les deux monnaies auraient circulé parallèlement, la monnaie d'Etat, gagée sur les réserves d'argent, aurait fini par terrasser la monnaie créée ex-nihilo par les banquiers. Cette nouvelle monnaie aurait considérablement diminué l'endettement de l'Etat, puisqu'elle éliminait le paiement des intérêts.

Les 26 volumes du rapport Warren n'ont pas réussi à apporter une explication crédible à l'assassinat du Président Kennedy à Dallas le 26 novembre 1963, cinq mois après sa réforme monétaire. Il n'est nul besoin d'être un « complotiste » primaire ou secondaire pour n'accorder qu'un crédit poli à la thèse officielle, non pas seulement à cause de l'analyse des conditions de l'exécution, mais parce que le fait que **tous les témoins oculaires de l'événement soient morts dans les deux ans** ; que **la disparition ou l'élimination de 400 personnes en relations même lointaines avec cet événement – y compris le personnel médical de l'hôpital Parkow où Kennedy a été admis, du portier au personnel médical, ainsi que des proches du tireur accusé, Lee Harvey Oswald** – que tous ces événements soient le fruit du hasard relève d'un pourcentage de probabilités si infinitésimal qu'il est proche du zéro absolu. Le calcul des probabilités devient un juge plus efficace que n'importe quelle vérité officielle.

De puissants comploteurs ont donc sévi, y compris longtemps encore après le crime initial. Parmi les innombrables pistes avancées par les uns et par les autres, la piste monétaire était évidemment tentante. Elle fut relativement peu explorée au début de l'enquête. Cependant beaucoup la tiennent pour d'autant plus avérée qu'ils rapportent une phrase du père du Président, **Joseph Kennedy**, lorsqu'il apprit la décision de réforme monétaire de son fils : « *Si tu le fais, ils te tueront* » .

Le message semble, une nouvelle fois avoir été reçu cinq sur cinq par **le Vice-Président Lyndon B. Johnson**, devenu Président par la grâce de cet assassinat. Comme son homonyme Andrew Johnson un siècle auparavant, et avec une célérité particulièrement remarquable, il suspendit la décision monétaire prise le 4 juin 1963 par le Président assassiné alors que le cadavre de ce dernier n'était pas encore froid.

« *L'ordre exécutif 11110 a été abrogé par le Président Lyndon Baines Johnson, trente-sixième président des Etats-Unis – de 1963 à 1969 – alors qu'il se trouvait dans l'avion présidentiel AirForce One, entre Dallas et Washington, le jour même de l'assassinat du Président Kennedy* » écrivait un chroniqueur. Cette affirmation n'est pas exacte : le décret présidentiel n'a jamais été officiellement abrogé, **mais son application fut suspendue**. Fut abrogée l'autorisation d'imprimer de **nouveaux** billets et de frapper de **nouvelles** pièces, si bien que l'Executive Order n° 11110 demeure officiellement en vigueur ... dans la stratosphère.

Cet assassinat était peut-être un avertissement aux futurs Présidents qui auraient voulu emboîter le pas à Abraham Lincoln et à John Fitzgerald Kennedy et priver les banquiers de leur rente en éliminant le système de la monnaie-dette. John Fitzgerald Kennedy aurait payé de sa vie cette provocation à la puissance de la finance internationale. Mais nous sommes là dans le domaine des innombrables coïncidences troublantes qui ont jalonné la vie de ce Président même si la célérité de la décision du Président Johnson donne du crédit à cette supposition. Eustace Mullins rappelle que le Président **Abraham Garfield** avait lui aussi été assassiné le 2 juillet 1881 après avoir fait une déclaration sur les problèmes de la monnaie. (5) Que de coïncidences!

Depuis le Président Kennedy, aucun successeur ne s'est avisé d'apporter la moindre réforme au fonctionnement de **la FED**.

De plus, des Israéliens s'étant félicité de ce que l'élimination de J.F. Kennedy ait laissé le champ libre à l'accession d'Israël au statut de puissance nucléaire, cette conséquence s'est métamorphosée en cause pour certains.

En effet, le journal israélien Ha'aretz 5 février 1999 écrivait, dans sa critique de l'ouvrage d'**Avner Cohen**, « *Israel et la bombe: « L'assassinat du Président américain John F. Kennedy mit un terme brutal à la forte pression de l'administration des Etats-Unis sur le gouvernement d'Israël afin de l'amener à interrompre son programme nucléaire... » L'auteur ajoute que » si Kennedy était resté vivant, il est douteux qu'Israël aurait aujourd'hui une défense nucléaire.* » Le Président Kennedy avait, en effet, fermement annoncé au Premier Ministre israélien David Ben Gourion qu'en aucun cas il n'accepterait qu'Israël devînt une puissance nucléaire.

Peut-être faudra-t-il encore vingt-six autres volumes d'enquête pour éclaircir cette énigme.

5 – Les crises monétaires successives : 1869 – 1873 – 1893 – 1901 – 1907

- La première » **Tempête sur Wall Street** « , le premier » **Vendredi noir** « , date du **24 septembre 1869**. Elle était liée à la ruée vers l'or et aux manœuvres de deux escrocs , Jay Gould et Jim Fisk, qui soudoyèrent des fonctionnaires du Trésor afin d'accaparer tout le marché de l'or, dont les transactions s'opéraient encore en greenbacks.

- Une nouvelle panique secoue Wall Street le **20 septembre 1873**. La faillite d'une société de courtage qui assurait le financement du Northern Pacific Railway provoque une vente massive des titres de la compagnie.

- **Le 27 juin 1893** a eu lieu le **premier krach boursier à Wall Street**. Faillites, incertitudes monétaires , diminution des réserves d'or ont provoqué une panique sur les titres et une classique ruée sur les achats d'or. Le sauveur sera , déjà , J. Pierpont Morgan, que nous retrouverons à la manœuvre en 1910 et en 1913 . Après sa victoire sur Jay Gould et Jim Fisk dans la » bataille du rail « de 1873, Morgan se présente en sauveur du Trésor américain, après un marché conclu avec le Président Cleveland le 8 février 1895.

- Nouvelle panique à Wall Street le **9 mai 1901** à propos d'une spéculation féroce sur la même Northern Pacific appartenant toujours au même J. Pierpont Morgan qui ruina d'un même élan les investisseurs honnêtes et les spéculateurs.

- **Le 13 mars 1907** voit une nouvelle chute vertigineuse des cours et comme par hasard, la même Northern Pacific se retrouve au cœur de la crise. En même temps, J. P. Morgan annonce la faillite de Knickerbocker Trust Co et de Trust Company of America qui mettent en péril tout le réseau bancaire – une petite répétition de la situation que nous connaissons aujourd'hui.

C'est dans ces grands moments-là qu'on reconnaît le prédateur de haut vol. Après avoir été le poison, notre banquier, John Pierpont Morgan, dont le nom se retrouve dans toutes les crises depuis 1869, se présente en remède et en sauveur de la nation. Un parfait **pharmakon monétaire**, en somme.

Ce n'est pas sans raison qu'il proclamait : « **Un homme a toujours deux raisons de faire ce qu'il fait. La bonne et la vraie.** » Au cours d' une scène cocasse digne d'un scénario hollywoodien, ce personnage aussi truculent que redoutable a convoqué dans son bureau les présidents des sociétés financières, les a séquestrés toute la nuit et ne les a libérés que le lendemain matin à 5 h après les

avoir contraints à verser 25 millions de dollars afin de » *sauver les banques* » qu'il avait contribué à mettre en péril .

Du coup, qualifiés précédemment de « *malfrats richissimes* » par le Président Theodore Roosevelt – celui qui avait envoyé la « *Grande flotte blanche* » faire le tour du monde afin de démontrer la puissance des Etats-Unis – J.P. Morgan et ses acolytes se sont métamorphosés en un clin d'œil en « *conservateurs solides qui agissent avec sagesse pour le bien public* ». Et c'est ainsi que la « *bonne raison* » de faire – celle qu'il est honorable d'afficher – est devenue la « *vraie raison* » d'agir, c'est-à-dire la raison officielle, la raison « *ad usum delphini* » .

Comme John Pierpont Morgan est un des acteurs majeurs de la création de la machine de la FED, il n'est pas inutile de préciser que ce magnat des finances :

- se trouvait à la tête trois puissants groupes bancaires, **J.P. Morgan & Co., First National, et National City Bank,**

- qu'il contrôlait aussi **quatre des cinq plus importantes compagnies ferroviaires,**

- qu'il était propriétaire du méga trust de l'acier **US Steel,**

- qu'il avait créé la **General Electric** en fusionnant les sociétés Edison et Thompson,

- qu'il avait mis la main sur la flotte **Leyland**, ainsi que sur de nombreuses lignes qui assuraient la navigation sur le Mississippi,

- qu'il avait créé une nouvelle ligne de bateaux, la White Star et que, parmi les paquebots construits dans les chantiers navals dont il était le propriétaire, figure ...le Titanic. On comprend peut-être mieux les raisons pour lesquels ce paquebot luxueux dans sa partie visible , mais fragile dans sa partie immergée en raison de l'absence de double coque, a sombré aussi rapidement .

John Pierpont Morgan , le loup-cervier cynique qui n'hésitait pas à proclamer : « *Je n'ai nul besoin d'un avocat qui me dise ce que je n'ai pas le droit de faire. Je le paie pour me dire comment faire ce que je veux faire* » avait pourtant lui aussi son jardin secret qu'il est juste de mentionner. Passionné d'horlogerie, il consacra une partie importante de sa fortune à enrichir une magnifique collection d'horloges et de montres anciennes, que son fils Jack légua en 1916 au Metropolitan Museum, où une aile lui est consacrée . A la deuxième génération, les louveteaux héritiers deviennent philanthropes.

6 – Les préparatifs du coup d'Etat constitutionnel

A la suite des paniques bancaires de la fin du XIXe siècle et de la plus grave d'entre elles, celle de 1907, le Congrès décida qu'il fallait réformer tout le système bancaire et, avec la **National Monetary Commission** (Commission Monétaire Nationale), **il créa deux sous-commissions**, l'une chargée d'étudier en détails le système monétaire américain tel qu'il existait et la seconde , dont il confia la responsabilité au sénateur Aldrich, était chargée d'étudier le système bancaire « européen » , c'est-à-dire, évidemment dans son esprit, le système bancaire anglais .

Or, la banque d'Angleterre se trouvait – et se trouve toujours – entre les mains de banquiers privés et notamment de la pléthorique famille Rothschild . Il était donc aisé de deviner l'issue de » l'étude » du Sénateur Aldrich dont la fille avait épousé le premier héritier milliardaire, John D. Rockefeller

Jr, connu pour être le porte-parole de J. Pierpont Morgan au Congrès et dont les liens avec tous les riches banquiers étaient de notoriété publique.

La réunion de l'Île Jekyll fut donc décidée en grand secret et personne, hormis ses participants, n'en eut connaissance – ni la presse, ni le public, ni surtout le Congrès – avant l'adoption, le 23 décembre 1913 de la loi sur le fonctionnement de la Réserve fédérale, alors que la Commission monétaire avait prévu que les délibérations devaient se dérouler publiquement dans l'enceinte du Congrès.

Il fallut d'ailleurs trois grandes années aux conspirateurs pour trouver le moment propice de faire adopter leur projet par le gouvernement et pour donner une caution politico-juridique au **cartel international de banques d'affaires privées** qu'ils avaient imaginé durant le séjour de l'Île Jekyll. La bataille fut rude. Il s'agissait bien d'un cartel puisque ces banquiers, rivaux les uns des autres en Allemagne, en France, en Angleterre, se mirent secrètement d'accord aux Etats-Unis afin de créer ensemble une nouvelle entité bancaire privée, elle aussi, dans laquelle ils collaboreraient étroitement et qui donnerait naissance au Système monétaire du Nouveau Monde.

La vanité du Sénateur Aldrich faillit faire capoter l'affaire : il tenait beaucoup à donner son nom à la loi qui fut présentée une première fois au Congrès en 1908 . Mais ses amitiés avec les banquiers internationaux étaient si bien connues que le Congrès, méfiant, retoqua le projet dans lequel il voyait la main mise d'un petit groupe de puissants banquiers sur l'économie américaine . Depuis la grande panique boursière de 1907, qui avait suivi les crises de 1873 et de 1893, que le public américain imputait aux manœuvres des banquiers, toute initiative de leur part était frappée d'opprobre et aucun membre du Congrès n'aurait osé voter un projet qui aurait reçu le sceau de leur approbation.

C'est pourquoi une rude bataille politico-médiatique fit rage au Congrès et dans la presse durant les années 1910, 1911 et 1912 afin d'assurer la promotion de projet Jekyll . Après avoir réussi à faire élire , en 1912, le candidat qu'ils avaient choisi, le démocrate **Woodrow Wilson**, Gouverneur du New-Jersey et ancien président de Princeton – dont ils avaient financé la campagne et qui était leur homme – les conspirateurs eurent alors l'idée géniale de mettre dans leur jeu deux banquiers de moindre renom et démocrates, comme le Président, l'un de la Chambre des représentants, **M. Carter Glass**, et l'autre du Sénat, **M. Owen** – donc appartenant, en principe, au parti des défenseurs des « intérêts du peuple » . Le nouveau Président et les deux banquiers passaient dans le pays pour des **ennemis du « Wall Street MoneyTrust »**.

C'est là qu'il faut admirer la rouerie et la connaissance de la psychologie des foules de nos conspirateurs. Pendant que les deux lièvres candides vantaient dans la presse le projet élaboré à Jekyll Island , devenu le **Bill Owen-Glass** en affirmant que ce n'était pas le projet des banquiers, les vrais rédacteurs du projet et notamment le puissant homme d'affaires et banquier , Frank Vanderlip et le sénateur Aldrich le critiquaient véhémentement dans les journaux. En même temps, ils finançaient en secret une campagne de promotion menée par des hommes de paille dans les Universités – notamment à Princeton, à Harvard et à l'Université de Chicago, subventionnée, à l'époque , par John D. Rockefeller à hauteur de cinquante millions de dollars – ainsi que dans tous les centres d'influence économique auxquels ils avaient accès.

Un des opposants les plus farouches au plan des banquiers – appelé Plan Aldrich, ou Plan pour la législation monétaire – fut **Charles Lindbergh Senior**, membre très actif du Congrès . Lucide, il déclarait le 15 décembre 1911:

« *Notre système financier est une escroquerie et sera un fardeau énorme pour le peuple ... J'affirme qu'il existe chez nous un Trust monétaire. Le plan Aldrich est une simple manipulation dans l'intérêt de ce Trust.[...] Le Plan Aldrich est le Plan de Wall Street. [...] En 1907 la nature avait répondu le plus aimablement possible et avait donné à ce pays la récolte la plus abondante qu'il ait jamais eue. D'autres industries avaient parfaitement fonctionné et d'un point de vue naturel toutes les bonnes conditions étaient remplies pour que l'année fût la plus prospère possible. Au lieu de cela, une panique a entraîné d'énormes pertes pour le pays. [...] Aujourd'hui, partout des intérêts considérables sont mobilisés afin de pousser l'adoption du Plan Aldrich. Il se dit qu'une somme d'argent importante a été levée à cette fin. La spéculation de Wall Street apporta la Panique de 1907. Les fonds des déposants furent prêtés aux joueurs et à tous ceux que le Trust Monétaire voulait favoriser. Puis quand les déposants voulurent récupérer leur argent, les banques ne l'avaient plus. Cela a créé la panique.* » (Charles A. Lindbergh, Sr., *Banking, Currency and the Money Trust*, 1913, p. 131)

Rien n'y fit, le projet des banquiers s'est finalement imposé, ainsi que l'avaient programmé les habiles conspirateurs. Il fut présenté comme une mesure libérale et hostile à la finance internationale.

L'opération de vote au Congrès se déroula cependant d'une manière extra ordinaire dans ce genre d'enceinte. En effet, le *Federal Reserve Act* fut présenté en catimini et dans une discrétion absolue, le 23 décembre 1913, dans la nuit, entre 1h30 et 4h30, au moment où les membres du Congrès étaient soit endormis, soit en vacances pour les fêtes de Noël. **Les députés démocrates présents, soutenus par le Président Wilson, affirmaient d'ailleurs, la main sur le cœur, qu'ils votaient contre le projet des banquiers et « en faveur de la réduction des privilèges » des banquiers.**

Dans la foulée, le projet passait le jour même et immédiatement au Sénat, si bien que le 23 Décembre 1913, à 6h02, toute l'affaire était bouclée et le projet était définitivement adopté.

Le député républicain, Henry Cabot Lodge père, lucide, critiquait vertement ce vote. Il prévoyait qu'il engendrerait un « *flux de papier-monnaie non échangeable* » qui « *noierait la monnaie d'or* » et provoquerait une « *inflation énorme de moyens de paiement* ». Sa prophétie s'est réalisée au-delà de ce qu'il avait imaginé.

Mais le commentaire toujours aussi lucide et prophétique a été fait devant le Congrès, immédiatement après le vote, par **Charles A. Lindbergh**, le père du célèbre aviateur:

« *Cette loi établit le trust le plus gigantesque sur la Terre. Quand le Président signera ce projet de loi, un gouvernement invisible, le pouvoir invisible de la puissance financière sera légalisé. Les gens peuvent ne pas s'en apercevoir immédiatement, mais le jour des comptes n'est éloigné que de quelques années. Les trusts se rendront bientôt compte qu'ils sont allés trop loin, même pour leur propre bien. Les gens devront faire une déclaration d'indépendance afin de se délivrer du Pouvoir Monétaire. [...] . Le plus grand crime législatif de tous les temps a été commis par le Congrès pour avoir permis le vote de ce projet de loi bancaire. [...] La nouvelle loi provoquera de l'inflation tant que le cartel le souhaitera... »*

En revanche, le **New-York Times** ne cachait pas son enthousiasme et dans son édition du 23 décembre 1913, il se félicitait de la « *vitesse sans précédent* » qui avait marqué l'adoption de la loi et ajoutait qu' « *on voit la main excellente de Paul Warburg dans cette stratégie finale* ».

L'éditorial de ce même journal contient un commentaire dithyrambique du projet : « **Le projet de loi portant sur les Opérations de banque et de Monnaie s'améliorait et devenait plus sain chaque fois qu'il passait d'une extrémité du Capitole à l'autre. Le Congrès a travaillé sous la surveillance publique dans la fabrication de ce projet de loi.** »

Eustace Mullins, dans son excellent *Secrets de la Réserve Fédérale*, dont je parlerai plus loin, ajoute ce commentaire ironique : « **Par surveillance publique, le Times apparemment voulait désigner Paul Warburg, qui pendant plusieurs jours avait gardé un petit bureau dans le bâtiment du Capitole, où il dirigeait la campagne couronnée de succès d'avant-Noël de passer le projet de loi et où les Sénateurs et des Membres du Congrès venaient toutes les heures à sa demande pour conduire sa stratégie.** [...] »

Dans son ouvrage, *The New Freedom (La Nouvelle Liberté)*, le Président Wilson semble avoir enfin compris, mais trop tard, combien il avait été manipulé : « **Une grande nation industrielle se trouve dominée par son système de crédit. (...) La richesse de la nation et toutes nos activités sont entre les mains de quelques hommes. (...) Nous en sommes venus à être une des nations les plus mal dirigées, un des gouvernements les plus totalement contrôlés et dominés du monde civilisé – non plus un gouvernement régi par des opinions librement exprimées, un gouvernement de la loi et du vote à la majorité, mais un gouvernement placé sous la contrainte et la férule d'un petit groupe d'hommes.** » (Woodrow Wilson, *The New Freedom : A Call for the Emancipation of the Generous Energies of a People*)

Ce n'est que six ans après fameuse réunion de l'île Jekyll, en 1916, que **Bertie Charles Forbes** en révéla l'existence dans la revue qu'il venait de fonder, le *Forbes Magazine*. **Le Federal Reserve Act** était voté et les dés étaient jetés depuis trois ans. (6)

Depuis lors, l'île Jekyll a été vendue à l'Etat de Georgie et une maison porte une plaque sur laquelle est inscrite la phrase : « **Le système de la Réserve fédérale fut créé dans cette maison** ».

7 – Histoire de l'Histoire de la révélation au public du Système de la Réserve fédérale

Les péripéties détaillées des préparatifs du singulier voyage des conspirateurs et du séjour qui s'ensuivit se trouvent consignées depuis lors dans divers ouvrages, dont le plus connu aujourd'hui est celui d'**Edward Griffin**. Cet ouvrage de vulgarisation a paru en anglais en 1995 – soit 85 ans après la réunion de l'île Jekyll – et il fut traduit en français sous le titre *La créature de Jekyll Island*. Il reprend, en le romançant, mais sans jamais le citer, certaines informations déjà contenues dans le premier ouvrage de fond sur la question d' **Eustace Mullins, *Secrets of the Federal Reserve, The London Connection***, qui lui est antérieur de près d'un demi siècle, puisqu'une première version, Mullins, *The Federal Reserve*, a vu discrètement le jour en 1948.

Deux autres ouvrages beaucoup plus tardifs ont été rédigés sur ce sujet : *The Case Against the Fed* by Murray Newton Rothbard, 1994 et *Secrets of the Temple: How the Federal Reserve Runs the country* by William Greider, 1989.

Le manuscrit définitif de Mullins a ensuite été refusé par dix-huit éditeurs. Après deux ans de vaines recherches, le dix-neuvième éditeur écrivit à l'auteur: « **J'aime votre livre, mais nous ne pouvons pas le publier. Personne d'autre ne le peut à New-York. Présentez-nous le synopsis d'une nouvelle et je pense que nous pourrions vous faire un à -valoir. Mais vous pouvez oublier l'espoir de voir publié l'ouvrage sur la Réserve Fédérale. Je doute qu'il soit jamais édité.** »

Une version complétée a cependant paru en 1952 , à compte d'auteur après deux ans de tribulations, grâce au soutien de deux disciples du poète **Ezra Pound, Kasper** et **Norton**. Les frais de l'édition avaient été partagés entre l'auteur et les deux éditeurs , lesquels reprirent modestement le premier titre de l'ouvrage Mullins, *The Federal Reserve*. Ce titre, en retrait par rapport à celui refusé par les éditeurs, suggérait qu'il s'agissait simplement de l'opinion de M. Mullins sur la Réserve Fédérale .

Mais en 1954 , une édition pirate, avec des coupures, voyait le jour dans le New-Jersey sous le titre : *La Conspiration de la Réserve Fédérale*.

En 1955 , l'éditeur Guido Roeder acceptait la parution d'une édition en langue allemande. Cependant, la pression politique des Etats-Unis sur l'Allemagne était telle à l'époque que **la totalité des 10 000 exemplaires de la première édition fut saisie et condamnée à la destruction par le feu**.

Le dernier **autodafé** d'un ouvrage en Occident, et le seul depuis la fin de la guerre, se déroula le 21 avril 1961 sous la direction du juge Israël Katz de la Cour suprême de Bavière et avec l'approbation du Haut Commissaire des Etats-Unis en Allemagne James B. Conant, qui avait pourtant exercé de 1933 à 1953 la fonction de Président de la prestigieuse Université d'Harvard. Konrad Adenauer était alors Chancelier d'Allemagne.

Le précédent autodafé européen remontait à 1933. C'est le grand autodafé du 10 mai 1933, à Berlin au cours duquel les nazis avaient décrété que » le livre juif et communiste, doit être détruit « . Il avait été accompagné du rituel inspiré de l'Inquisition du Moyen-Age , avec parades, chants, torches et hérauts. La grandiose mise en scène ravissait toujours une population inculte et idéologiquement manipulée .

En 1980, toujours en Allemagne, une édition identique à celle qui avait subi l'infamie de la crémation sacrilège put enfin voir le jour sous son titre complet : **Secrets of the Federal Reserve, The London Connection**. Le Chancelier Helmut Kohl se trouvait à la tête du gouvernement de Bohn et le pouvoir d'influence et même d'intervention directe des Etats-Unis dans les affaires allemandes, avait sensiblement décliné depuis Adenauer .

Aucune édition française de cet important ouvrage n'a été programmée à ce jour.

L'ostracisme qui frappe l'excellent ouvrage de Mullins, pillé par ses successeurs, mais jamais cité, trouve sa cause dans le soutien de l'auteur au poète **Ezra Pound** et au qualificatif « ignominieux » d'antisémitisme qui les frappe tous les deux. L'étude minutieuse, scientifique et honnête de Mullins porte sur les circonstances qui ont accompagné la naissance de la Réserve Fédérale et l'action des banquiers, et nullement sur un quelconque complot national ou mondial de telle ou telle catégorie de citoyens. Il est dommage qu'elle fasse l'objet d'un procès d'intention, alors que personne ne songe à rejeter les oeuvres de **James Joyce**, de **Yeats** ou d'**Hemingway** qui sont, eux aussi, restés fidèles toute leur vie à leur ami **Ezra Pound** ; personne n'ose accoler à ces prix Nobel de littérature l'étiquette infamante d' « antisémite » qui est la manière contemporaine de clouer un auteur au pilori et de censurer son oeuvre.

8 – Ezra Pound et son combat contre l'usurocratie

L'ouvrage de Mullins est dédié aux deux personnes dont la collaboration s'est révélée pour lui la plus précieuse . Outre le contenu ultra sensible de l'ouvrage dans le pays du libéralisme triomphant , de l'argent-roi et des hécatonchires de la finance nationale et internationale, ils permettent de mieux

comprendre les raisons des tribulations éditoriales d'une étude pourtant si importante et si finement documentée.

Le premier dédicataire, **George Stimpson**, l'ami fidèle et le plus proche collaborateur de l'auteur était un intellectuel éminent, mais inoffensif ; mais c'est surtout le second dédicataire, l'écrivain et poète **Ezra Pound**, dont la réputation politique était sulfureuse après 1945, qui suscitait le recul horrifié des éditeurs. Mullins le fréquenta assidûment durant l'internement de Pound comme prisonnier de guerre américain – donc prisonnier de son propre pays – dans un asile psychiatrique .

Ezra Pound fut, en effet, à l'origine de l'idée même de l'ouvrage sur la Réserve fédérale, ainsi que l'auteur le reconnaît dans sa préface. Il lui rend d'ailleurs un vibrant et chaleureux hommage. C'est lui qui incita Mullins à entreprendre ses recherches dans la bibliothèque du Congrès – démarche et recherches qu'il était interdit à l'interné d'effectuer . On apprend que Pound subventionna même Mullins sur les modestes ressources qu'il semble avoir conservées, afin de l'aider dans son entreprise – dix dollars par semaine – et il lui conseilla de travailler comme s'il s'agissait d' un roman policier : « *You must work on it as a detective story* » .

Le poète était en effet tombé dans chaudron de l'économie et de la politique dès sa naissance en 1885 puisque son père occupait un poste de haut fonctionnaire de l'hôtel de la Monnaie de l'Etat de l'Idaho et que son grand-père avait été un membre du Congrès. Pound considérait que les arts étaient indissociables de la politique et de l'économie et qu'ils se soutenaient et s'influençaient les uns les autres.

A 23 ans, sa rencontre avec le major C.H. Douglas, le fondateur du **Crédit Social** déterminait d'une manière décisive son engagement politique de lutte contre le pouvoir des banquiers . Il n'est pas certain que le poète américain ait intégré les finesses et les impasses de la théorie économique que le major d'origine écossais rêvait d' appliquer au Canada; mais son horreur pour une **financiarisation usuraire de l'économie américaine** à la suite de la privatisation de la monnaie par un groupe de banquiers internationaux a motivé son engagement politique sa vie durant.

Le major Douglas prônait , en effet, l' utopie quelque peu fumeuse de **distribuer à tous** de l'argent – le « crédit social » – qui serait émis par « la société » , par opposition à l'argent payant actuellement émis par les banques , afin que tout le monde puisse acheter les biens et les services produits en abondance par l'entreprise capitaliste. Personne n'a jamais pu expliquer clairement comment cette « distribution » pourrait bien s'opérer .

Cette utopie , légèrement aménagée, a été reprise par l'Eglise catholique , notamment au Québec et en Australie . Elle se trouve illustrée par l'apologue bien connu de **Louis Even : L'île des naufragés** qui démontre excellemment le parasitisme ravageur des banquiers , sans s'attarder sur la manière dont il conviendrait de procéder pour les remplacer.

Néanmoins , le rapprochement intellectuel avec un mouvement chrétien d'un homme que sa vie privée et le bouillonnement de sa vie intellectuelle classent parmi les « artistes maudits » et révolutionnaires, est une de ces rencontres inattendues et bizarres qu'offre la biographie d'Ezra Pound, surtout lorsqu'on connaît le mépris désabusé de son regard sur l'Eglise de Rome. « *Autre point dont je suis fermement convaincu, écrit-il , c'est qu'il reste davantage de lambeaux de civilisation encore utilisables dans les lézardes, le foutoir, les interstices de ce monument baroque et poussiéreux qu'est l'Église de Rome que dans toutes les autres institutions de l'Occident.* »

On comprend cependant que la théorie du Crédit Social ait séduit un poète qui voyait dans le pouvoir de l'Argent, identifié au pouvoir des banquiers hécatonchires, et notamment des banquiers centraux de la Fed, la corruption de la culture et de tous les arts.

Ezra Pound écrivit une série de brochures sur l'économie et la politique : « *Le Crédit Social: un choc* » (1935), puis « *Une carte de visite* » (1942), en 1944 « *L'Or et le Travail* », et « *L'Amérique, Roosevelt, et les causes de la présente guerre* ».

Si les poètes sont souvent d'excellents visionnaires des maux de la société, ils sont presque toujours de piètres hommes politiques et des économistes rêveurs. C'est ainsi que faisant de l'art et de la littérature d'avant-garde des phares de la civilisation, Ezra Pound, l'ami de **William Carlos Williams**, de **T.S. Eliot**, d'**Hemingway**, de **James Joyce**, de **Yeats** – les trois derniers futurs prix Nobel de littérature – l'inventeur bouillonnant de mouvements littéraires connus sous le nom d'imagisme et de vorticisme, le poète inspiré par le « culte d'amour » des troubadours, et par les religions à mystère de l'Antiquité, le mystique qui vénérât les enseignements de Confucius et sa religion civique, assignant à chacun un devoir social, l'amoureux du Japon, cet homme des cimes crut, ô misère, voir en Mussolini l'incarnation de l'homme politique de ses rêves, capable de procéder à la mise en place d'un nouveau système monétaire.

Pour Pound, la politique était une forme d'art. Or Mussolini qui « **avait dit à son peuple que la poésie est une nécessité de l'Etat** » exprimait à ses yeux « **un niveau de civilisation supérieur à celui qui régnait à Londres ou à Washington** ». Les artistes et les dictateurs avaient en commun, disait-il, d'être « **nés pour diriger** ». Mais il fallait oublier les règles de la démocratie écrivait Pound dès 1914, car l'artiste possède « **assez de bon sens pour savoir que l'humanité est insupportablement stupide** ». L'artiste doit donc « **essayer de la diriger et de la persuader, de la sauver d'elle-même** ».

En 1922, il écrivait que « les masses sont malléables » et il ajoutait que « ce sont les arts qui forment les moules pour les modeler ». C'est pourquoi, en 1935, dans son ouvrage « Jefferson et/ou Mussolini », Pound a pu écrire : « Je ne crois pas qu'un jugement sur Mussolini puisse être valable s'il ne part pas de sa passion de bâtisseur. Traitez-le comme un ARTISTE et tous les détails trouvent leur place ... ». Il voyait également dans le fascisme italien « la première attaque sérieuse contre l'usurocratie depuis l'époque de Lincoln ».

Le malheur est que Mussolini ne se contenta pas d'être un « *artiste* » !

Ezra Pound et sa femme Dorothy s'installèrent donc en Italie en 1924 et le poète parvint, en 1933, à présenter à Mussolini, ses idées pour une réforme monétaire. On ne connaît pas l'accueil que leur réserva le Duce.

Durant la guerre, la position politique de Pound devint très inconfortable. Tout en se considérant toujours comme un patriote américain, le poète, interdit d'entrée dans sa patrie et sans moyen de subsistance, devint chroniqueur de radio en Italie et fidèle aux critiques qu'il avait toujours faites de la FED, il se livra à des attaques virulentes contre le système financier usuraire américain et contre l'administration de Roosevelt, à laquelle il reprochait son entrée en guerre après l'attaque japonaise sur Pearl Harbour.

D'abord considéré comme un opposant, Ezra Pound avait donc fini par passer du statut d'adversaire à celui de traître et d'ennemi, si bien qu'en 1943, il fut inculpé de trahison aux USA.

Après l'assassinat de Mussolini par les partisans le 28 avril 1945, Pound fut capturé dans sa maison alors qu'il cherchait à se rendre , et remis aux troupes américaines.

Guantanamo et son poulailler pénitencier tropical ne sont pas une invention récente liée à la fameuse « **guerre contre le terrorisme** » puisqu'en 1945 déjà , Ezra Pound fut enfermé dans une des cages de fer de la prison du camp que les Américains construisirent alors à Pise . Les conditions y étaient aussi féroces que celles actuellement pratiquées sur la base américaine de Cuba : le prisonnier, qui risquait la peine de mort pour haute trahison , était soumis sans protection à la chaleur de l'été italien sur un sol en béton dans une cage de fer éclairée a giorno toute la nuit.

Les amis du poète qui occupaient après la guerre des postes d'influence auprès du gouvernement se mobilisèrent pour essayer de le sauver. La tâche était d'autant plus ardue que l'inculpation était aiguillonnée par le Président Roosevelt lui-même , le poète étant soupçonné d'être lié à un groupe d'espions communistes, l'obsession des hommes politiques de cette époque-là . La chasse aux sorcières et le mccartysme étaient en marche.

Hemingway suggéra de plaider la folie. C'est ainsi que déclaré fou en novembre 1945 , Ezra Pound fut rapatrié aux USA et « incarcéré » à St. Elizabeth, un hôpital psychiatrique pour fous criminels.

Après avoir expérimenté Guantanamo en avant-première, Ezra Pound connut, pendant treize ans, l'internement psychiatrique pour des raisons politiques, c'est-à -dire les conditions d'incarcération des dissidents politiques en Union soviétique.

Mais ce « fou officiel » continua à travailler à son œuvre, les **Cantos**, une gigantesque entreprise poético-politique, et il traduisit trois cents poèmes chinois qui furent publiés à Harvard en 1954. « *Il s'agit*, écrivit l'académicien Hector Bianciotti dans *Le Monde, d'un recueil de textes concernant tout ce qui a aimanté l'esprit du poète : la littérature et la musique, Confucius et Sophocle, les religions, la traduction et l'anthropologie... On tient là l'itinéraire zigzaguant du poète qui incarna, mieux peut-être que nul autre, le besoin de l'espèce de sauver sa mémoire. C'est-à -dire tout ce qui, au cours des siècles, a fait de l'homme ce perplexe animal qui pense, aime la beauté, et sait parfois la créer pour faire barrage à la souffrance.* »

Entre temps , à partir de 1953, sa « *folie* » fut requalifiée en « troubles de la personnalité » , mais Pound ne fut déclaré « *guéri* » que le 18 avril 1958 et son inculpation pour trahison fut abandonnée.

Six semaines plus tard, il quittait définitivement l'Amérique pour l'Italie où il mourut le 1er novembre 1972.

L'influence d'Ezra Pound dans la première mise à nu du système de la Réserve Fédérale est capitale . L'obsession de lutter contre le système usuraire mis en place aux USA en 1913 et inventé lors du fameux séjour des « *barons voleurs* » dans l'île Jekyll en 1910 , a traversé toute sa vie , même s'il s'est, hélas, dramatiquement fourvoyé dans les engagements politiques qui étaient censés apporter une solution au vrai problème qu'il dénonçait.

Il n'en demeure pas moins vrai que le système que le poète n'a cessé de combattre sa vie durant est en train d'agoniser. La gloutonnerie des financiers s'est si bien donnée libre cours durant près d'un siècle , qu'elle a conduit l'économie mondiale au bord d'un gouffre .

9 – Le mécanisme de l'escroquerie de Réserve Fédérale

A l'origine, le cartel de banques appelé la **Réserve fédérale américaine** était composé de dix principaux groupes d'actionnaires privés :

- **Rothschild Banks of London and Berlin**
- **Lazard Brothers Bank of Paris**
- **Israel Moses Sieff Banks of Italy**
- **Warburg Bank of Hamburg and Amsterdam**
- **Lehman Brothers Bank of New York**
- **Kuhn Loeb Bank of New York**
- **Chase Manhattan Bank of New York**
- **Goldman Sachs Bank of New York**

A l'intérieur de ces groupes, environ **trois cents personnes** en chair et en os sont actionnaires – donc propriétaires – de ces banques. Elles se connaissent toutes car elles sont soit des membres directs de la famille des quelqu'uns des plus gros actionnaires , soit leur sont apparentées par alliance.

Comme le révèle le graphique en note (7) les mêmes noms avec des prénoms différents reviennent régulièrement. **Il existe une connexion directe entre la Banque d'Angleterre et la FED** par l'intermédiaire de leurs deux principaux représentants à New York, **les familles Rothschild et JP Morgan Co.** Il en résulte que ce sont finalement les établissements bancaires de Londres qui contrôlent les Banques de la Réserve Fédérale et constituent ce que le poète Ezra Pound appelait la **London Connexion**.

On comprend mieux, dans ces conditions, pourquoi l'Angleterre n'entrera jamais dans la zone euro . Qui peut croire que les financiers de la City acceptent d'abandonner leur monnaie et tous les avantages liés à la Bourse de Londres , d'autant plus que leurs intérêts privés se trouvent structurellement liés au mécanisme de la FED, leur créature? A moins qu'à l'occasion du séisme monétaire mondial qui se profile à l'horizon, ils ne réussissent à mettre la main sur la BCE, la Banque Centrale européenne , et à faire miroiter à la couvée apeurée des vassaux européens « l'immense avantage » qui résulterait pour eux de la **création d'une monnaie « atlantique »** – qu'on appellerait l'eurodollar ou l'atlante. Grâce au taux de change que Wall Street imposerait, il est plus que prévisible qu'une grande partie des dettes accumulées par les Etats-Unis serait automatiquement effacée. Mais pendant tout ce temps, les financiers auront acquis des richesses faramineuses sous la forme de biens réels . Et c'est ainsi que Jahvé est grand et qu'il est aisé de s'enrichir grâce au travail des citoyens du monde.

6è escale

La dénomination Federal Reserve elle-même est déjà une escroquerie , car ce cartel de banques privées n'a rien de « fédéral » , au sens qu'il serait l'expression de l'Etat central américain et donc la propriété collective, publique et inaliénable du peuple étasunien .

En fait de « fédération » la Réserve Fédérale américaine fédère – c'est-à -dire réunit dans un même « système » – 12 banques commerciales privées ayant chacune un rayon d'action géographique défini:

Nous avons ainsi, dans l'ordre d'importance du chiffre d'affaires réalisé par chacune de ces banques:

La Federal Reserve Bank de New-York

La Federal Reserve Bank de San Francisco (qui couvre les 7 états de l'Ouest + Hawaï et l'Alaska)

La Federal Reserve Bank de Chicago

La Federal Reserve Bank de Richmond

La Federal Reserve Bank d'Atlanta

La Federal Reserve Bank de Boston

La Federal Reserve Bank de Dallas

La Federal Reserve Bank de Cleveland

La Federal Reserve Bank de Philadelphie

La Federal Reserve Bank de Kansas City

La Federal Reserve Bank de Saint-Louis

La Federal Reserve Bank de Minneapolis

Le véritable pouvoir est exercé par le **Conseil des Gouverneurs** choisi par les directeurs des douze banques de la Réserve Fédérale et qui, dans le plan de Warburg ne devaient pas être connus du public. Cela signifie que le contrôle du Congrès sur la FED est, en réalité, cosmétique.

Comme la **Federal Reserve Bank of New-York** représente **40%** de l'ensemble des actifs des 12 banques régionales, qu'elle a réussi à convaincre ou à contraindre une cinquantaine d'Etats, ainsi que quelques organismes internationaux et de riches particuliers de lui confier la garde de leur or, le dépôt est évalué à 10 000 tonnes environ à la fin de 2006.

Des mouvements étranges de semi remorques remplis de lingots dans les sous-sol du World Trade Center ont été signalés avant la destruction des tours. Un semi remorque plein de lingots et qui n'aurait pas eu le temps d'être évacué, aurait été retrouvé coincé dans un tunnel de sortie. De manière surprenante, des faits aussi singuliers ne semblent pas avoir éveillé la curiosité des enquêteurs officiels et des innombrables Sherlock Holmes privés qui se sont intéressés aux anomalies des effondrements des Twin Towers.

Alors que depuis la décision du **15 août 1971** prise du temps de la Présidence Nixon, les banquiers états-uniens, soutenus par leur gouvernement, ont réussi à faire perdre à l'or son statut de métal de réserve et à contraindre les banques centrales étrangères à échanger leur or contre du papier imprimé en couleur appelé « dollar » censé jouer le même rôle, on voit que les banquiers, eux, n'ont pas hésité à collecter et à accumuler des lingots dont **2% seulement appartiennent aux USA**. Qui peut croire qu'ils les rendront à leurs légitimes propriétaires en cas d'effondrement de leur fausse monnaie ? Il y a quelques semaines, la Banque Centrale Helvétique a subi l'assaut de vigoureuses « incitations » afin qu'elle vende une partie de ses réserves d'or. (8) Elle a obtempéré.

5ème escale

Quant au mot « **réserve** », il signifie tout simplement que chaque fois que l'Etat ou une autre banque privée « **achète** » des dollars, ceux-ci sont comptabilisés sur un compte dit « **de réserve** ». Sous cette langue de bois se cachent tout simplement **les colonnes des dettes** sur lesquelles les banquiers calculent leur pourcentage. Plus les Etats s'endettent, plus les banquiers s'enrichissent.

Le principe de l'escroquerie mise en place est d'une simplicité biblique . Mais son mécanisme est assez machiavélique pour que le commun des mortels n'en ait pas conscience. On comprend qu'il ait fallu neuf journées à des professionnels de la finance pour mettre au point tous ses rouages.

Pour faire simple et utiliser une métaphore, je dirai que c' est une fusée à trois étages.

A – Premier étage : Alors que le rôle normal d'une banque centrale est d'être un service public qui imprime et met gratuitement à la disposition de l'administration de son pays la monnaie papier et la monnaie fiduciaire ou électronique nécessaires au bon fonctionnement de l'Etat et de l'économie , dans le système privé imaginé durant le séjour de l'île Jekyll , le cartel des banquiers qui composent la FED s'est substitué à un droit régalien et s'est arrogé **le pouvoir de battre monnaie et de la vendre à l'Etat.** (9)

L'intérêt payé aux banquiers est le montant de la **redevance** que la nation verse aux banquiers qui impriment les billets. Ces banquiers, réunis dans le « Board of Governors of the Federal Reserve System » fixent le taux auquel ils vendent les billets. Plus le taux est élevé, plus ils s'enrichissent.

Les noms donnés à ce type d'opération varient : tantôt on l'appelle **une monnaie-dette**, tantôt un **emprunt**. Mais comme cet emprunt est assorti d'un intérêt, et même d'un intérêt composé, il en résulte que ce sont les citoyens qui enrichissent les banquiers à leur verser **annuellement un tribut** sous la forme d'une proportion de leurs impôts, appelée **intérêt de la dette**, en réalité, prix d'achat par le peuple de l'argent qu'impriment gratuitement ses banquiers. Le profit annuel est phénoménal et se chiffre en milliards.

C'est ce système-là qui révoltait Ezra Pound et qu'il appelait la « *financiarisation usuraire de l'économie américaine* » .

B – Mais le deuxième étage de l'escroquerie est encore plus extraordinaire. **Le numéraire que les banquiers « prêtent » n'existe nulle part**: il s'agit d'une simple ligne d'écriture quand la monnaie est dite fiduciaire et de quelques piles de papier imprimé quand il s'agit de dollars. **La FED vend un bien qu'elle ne possède pas, puisque aucun argent réel n'a été prêté . Le dollar est donc un simple titre de paiement des banquiers privés de la Réserve Fédérale.**

Le plus pervers et le plus paradoxal de cette situation, est que, depuis que ce titre de paiement n'est plus relié à la valeur des réserves d'or – depuis le 15 août 1971 – , son statut de monnaie n'est nullement fourni par des garanties qu'offrirait l'émetteur – la Fed – mais uniquement par le prestige de l'emprunteur – le gouvernement américain.

Les banquiers ont donc besoin du prestige de l'Etat pour asseoir la crédibilité de leur monnaie . C'est pourquoi , étant en compte à demi avec lui , ils ferment les yeux sur l'augmentation exponentielle de son endettement et soutiennent le gouvernement en lui apportant les liasses nécessaires au financement des guerres et à l'entretien du millier de garnisons éparpillées sur tout le globe terrestre .

Quant à l'Etat , ayant réussi à imposer le dollar comme monnaie de réserve et comme monnaie obligatoire pour l'achat et la vente de pétrole, il ne s'inquiète pas vraiment du montant du déficit financé par la planche à billets. On avance le chiffre de 44 000 milliards, mais c'est peut-être davantage. Grâce au privilège accordé au dollar « le reste du monde » s'appauvrit, puisqu'il voit régulièrement diminuer la valeur des dollars qu'il possède comme monnaie de réserve et dans le même temps, il subventionne l'économie américaine.

C'est donc la puissance **politique** et **militaire** de l'Etat qui constitue le gage de la crédibilité de la monnaie des banquiers. Conclusion : le dollar, monnaie privée des banquiers, est **une monnaie politique gagée sur le zéphyr de la confiance que le monde accorde à l'emprunteur.**

6 ème escale

C – L'apparent rééquilibrage des rapports de force entre les deux partenaires – l'Etat américain et les banquiers dans un marché qui semble gagnant-gagnant – ne doit pas cacher que le **troisième étage** de la fusée de l'escroquerie monétaire mondiale est celui qui permet aux financiers de rafler seuls la mise.

Si, à l'origine, le titre de paiement émis par les banquiers est une simple variante d'une fausse monnaie ou d'un argent sale, le paiement des intérêts qui alimente automatiquement, en retour, le flot ininterrompu des bénéfices que produit l'argent gratuitement fabriqué devient miraculeusement virginal après son détour dans l'économie réelle. Il est du bon et bon argent, de l'argent réel, l'argent des impôts, donc le fruit du travail des citoyens. En conséquence, **ce sont les citoyens qui entretiennent les banquiers.**

Les alchimistes du Moyen-Age avaient besoin de plomb pour produire de l'or, les alchimistes de la FED sont beaucoup plus forts. Pour produire de la richesse, il leur suffit de pianoter sur le clavier de leurs ordinateurs.

Un enrichissement phénoménal des banquiers à partir de rien, à partir du néant, en résulte.

Il faut reconnaître qu'il s'agit d'un montage particulièrement astucieux et qui méritait bien l'acharnement des chasseurs de canards de l'île Jekyll afin d'en peaufiner le mécanisme. Il a d'ailleurs donné entière satisfaction aux heureux prestidigitateurs qui depuis près d'un siècle plument joyeusement les palmipèdes que sont les citoyens américains, ainsi que les citoyens du monde entier. Ils plument aussi les pays pauvres grâce à l'exportation de ce mécanisme et à son application au FMI (Fonds Monétaire International), à la Banque mondiale et à tous les mécanismes bancaires censés « aider » les pays émergents, alors qu'en réalité, ils les ruinent.

D'ailleurs ce mécanisme est si mirobolant qu'il a été imité non seulement par les autres banques centrales, mais par les banques privées du monde entier. **C'est le système bancaire tout entier qui fonctionne comme une gigantesque pompe à finances aspirante, parasitaire de l'économie réelle, structurellement génératrice d'inflation et d'appauvrissement des sociétés civiles, mais pourvoyeuse de vertigineuses richesses au profit des banquiers. De plus, il contraint les sociétés à une éreintante course à la croissance afin de pouvoir au moins compenser le montant du tribut payé aux financiers.**

On comprend mieux d'où viennent les sommes faramineuses qui sont échangées dans le casino monétaire dont la « légère » perte de cinq milliards d'euros de la Société Générale ne donne qu'une faible idée.

Cette gravure figure dans l'excellent site, les Manants du roi: <http://www.lesmanantsduroi.com>

Les cent, les mille, les dix mille mains des banquiers auront-elles la force de triompher, une fois de plus, du principe de réalité? La démesure du casino boursier mondial vient de montrer ses limites. Des optimistes invétérés pensent que « le gros de la crise est passé » pendant que les pessimistes attendent l'apocalypse. Mais tout joueur drogué finit par être rejoint un jour ou l'autre par la réalité

et la montagne des dettes accumulées par l'Etat américain, par les banques et par les particuliers ne pourra, telle l'échelle de Jacob, monter jusqu'au ciel.

NOTES

1 – Les Hécatonchires étaient les fils d' Ouranos et de Gaïa, c'étaient des géants à cent bras et cinquante têtes. V. Hugo a utilisé ce mot dans plusieurs œuvres : » Rome a beaucoup de bras. C'est l'antique hécatonchire. On a cru cette bête fabuleuse jusqu'au jour où la pieuvre est apparue dans l'océan et la papauté dans le moyen âge. » (in Actes et paroles) . Le mot se trouve également dans son William Shakespeare et dans divers poèmes.

2 – « In the autumn of 1910, six men went out to shoot ducks, Aldrich, his secretary Shelton, Andrews, Davison, Vanderlip and Warburg. Reporters were waiting at the Brunswick (Georgia) station. Mr. Davison went out and talked to them. The reporters dispersed and the secret of the strange journey was not divulged. Mr. Aldrich asked him how he had managed it and he did not volunteer the information. » (Nathaniel Wright Stephenson, Nelson W. Aldrich, A Leader in American Politics, Scribners, N.Y. 1930, Chap. XXIV « Jekyll Island », cité in Mullins , SECRETS OF THE FEDERAL RESERVE The London Connection)

3 – Paul Warburg, believed that every question raised by the group demanded, not merely an answer, but a lecture. He rarely lost an opportunity to give the members a long discourse designed to impress them with the extent of his knowledge of banking. (cité in Mullins , SECRETS OF THE FEDERAL RESERVE The London Connection)

4 – Executive Order 11,110 AMENDMENT OF EXECUTIVE ORDER NO. 10289 AS AMENDED, RELATING TO THE PERFORMANCE OF CERTAIN FUNCTIONS AFFECTING THE DEPARTMENT OF THE TREASURY

By virtue of the authority vested in me by section 301 of title 3 of the United States Code, it is ordered as follows: Section 1. Executive Order No. 10289 of September 19, 1951, as amended, is hereby further amended- a. By adding at the end of paragraph 1 thereof the following subparagraph (j): (j) The authority vested in the President by paragraph (b) of section 43 of the Act of May 12, 1933, as amended (31 U.S.C.821(b)), to issue silver certificates against any silver bullion, silver, or standard silver dollars in the Treasury not then held for redemption of any outstanding silver certificates, to prescribe the denomination of such silver certificates, and to coin standard silver dollars and subsidiary silver currency for their redemption and — b. By revoking subparagraphs (b) and (c) of paragraph 2 thereof. Sec. 2. The amendments made by this Order shall not affect any act done, or any right accruing or accrued or any suit or proceeding had or commenced in any civil or criminal cause prior to the date of this Order but all such liabilities shall continue and may be enforced as if said amendments had not been made.

John F. Kennedy The White House, June 4, 1963.

5 – It is interesting to note how many assassinations of Presidents of the United States follow their concern with the issuing of public currency; Lincoln with his Greenback, non-interest-bearing notes, and Garfield, making a pronouncement on currency problems just before he was assassinated. (Cité par Mullins)

6 – « The results of the conference were entirely confidential. Even the fact there had been a meeting was not permitted to become public. » He adds in a footnote, « Though eighteen [sic] years have since gone by, I do not feel free to give a description of this most interesting conference concerning which Senator Aldrich pledged all participants to secrecy. » (Paul Warburg, The Federal Reserve System, Its Origin and Growth, Volume I, p. 58, Macmillan, New York, 1930 p.60)

7 - Tableau des familles propriétaires de la FED , Voir :OWNERSHIP OF THE FEDERAL RESERVE http://land.netonecom.net/tlp/ref/federal_reserve.shtml

8 – Pourquoi la Banque nationale suisse vend-elle tant d'or? par Werner Wüthrich, Zurich, <http://www.horizons-et-debats.ch/index.php?id=787>

9 – Rappel : la Constitution américaine signée à Philadelphie en 1787 stipule, dans son article 1, section 8, § 5, que « c'est au Congrès qu'appartiendra le droit de frapper l'argent et d'en régler la valeur ». (voir § 6)